

BULLETIN D'INFORMATION DU CENTRE DE RESSOURCES SUR LA NON-VIOLENCE

Vol. 1, No. 2

Octobre-Novembre 1988

AUTOUR DU MONDE

LES "INNUT" (MONTAGNAIS) RÉSISTENT A LA MILITARISATION DE LEURS TERRES

Plus de 200 Innut (Montagnais) campent au bout de la piste de décollage de la base militaire de Goose Bay, au Labrador, pour mettre fin à la destruction de leurs terres par des vols à basse altitude effectués dans cette région depuis 1979 par les armées de l'air de l'OTAN, dont celle de l'Angleterre, de l'Allemagne de l'Ouest et des Pays-Bas. Avant qu'une décision ne soit prise d'installer de façon permanente une base de l'OTAN dans cette région, ce qui aurait pour effet de décupler les activités militaires, les Innut ont décidé de passer à l'action:

- * une famille occupe l'aire de bombardement de la base depuis le début de septembre;
- * le 15 septembre, une première manifestation, à laquelle ont participé 70 personnes, incluant des enfants et des personnes âgées, a été organisée sur la base de Goose Bay, dans la section réservée à l'aviation allemande. Tou(te)s furent arrêté(e)s, transporté(e)s en autobus jusqu'à la prison et accusé(e)s de "méfait";
- * le 22 septembre, 100 personnes, de tous les âges, ont occupé la section de la base utilisée par l'aviation des Pays-Bas. Ils(elles) se sont couché(e)s sur le sol au moment de leur arrestation par la G.R.C. Une escouade anti-émeute, et des pompiers avec leurs lances à eau se tenaient prêts à intervenir. Les 63 adultes et 15 enfants qui ont participé à cette action ont aussi été accusé(e)s de méfait;
- * le 27 septembre, deux cent (200) Innut ont à nouveau manifesté sur la base, arrêtant les activités militaires pendant 2 heures. Mais, cette fois, aucune arrestation...;
- * le 4 octobre, un nouveau groupe de personnes pénètre sur la base. Des vols militaires en provenance d'Europe sont retardés et un vol commercial est dirigé vers un autre aéroport. Sept (7) personnes sont arrêtées, dont les leaders élus et le prêtre de la communauté. De nouvelles accusations de méfait sont portées. Cependant, un camp permanent a alors été installé au bout de la piste de décollage. Deux cent (200) personnes y campent en permanence. Des familles, dont plusieurs avec des enfants en bas âge, vivent depuis quelques semaines, jour et nuit, entre les clôtures et le béton de la base, au milieu du bruit assourdissant des avions militaires.

A ce jour, les 7 personnes arrêtées le 4 octobre sont toujours en prison. On leur a demandé de signer une promesse de ne pas retourner sur la base et de rencontrer les premiers ministres du Canada et de Terre-Neuve avant leur comparution en Cour. Les prisonniers ont refusé de signer une promesse qu'ils croyaient incapables de remplir: Brian Peckford (Terre-Neuve) et Brian Mulroney ayant toujours refusé de les rencontrer. Ils demandent donc aux personnes qui désirent appuyer leur lutte de téléphoner, d'écrire ou d'envoyer un télégramme aux personnes suivantes pour qu'elles acceptent de les rencontrer:

- Premier ministre Brian Mulroney (613) 992-4211
Gouvernement du Canada
Chambre des Communes
Édifice du Parlement
Ottawa, Ontario K1A 0A2 Telex: 3890533208
- Premier ministre Brian Peckford
Édifice de la Confédération
Gouvernement de Terre-Neuve
St. John's, Newfoundland A1C 5T7 Telex: 3890164718
- Ministre McKnight (Affaires indiennes) (613) 992-4211
- Ministre Beatty (Défense) (613) 996-4450

CAMPAGNE D'ACTION AU PRINTEMPS

Une nouvelle campagne d'action contre la militarisation de Nitassinan (nom donné à la péninsule Québec-Labrador par les Innut) sera mise en branle à Montréal à partir du début d'avril 1989, c'est-à-dire lors de la reprise des entraînements à Goose Bay (les vols cessent pendant l'hiver). A l'heure actuelle, on songe à une série d'occupations des Consuls des pays impliqués (Pays-Bas, Angleterre, Allemagne...) et de la base militaire de Longue Pointe. On projette aussi d'organiser un spectacle-bénéfice. Toutes les personnes intéressées à participer à cette campagne peuvent communiquer avec Serge (522-3387, le soir) ou Jean-François (340-9209, CRNV).

LES CRIS DU LAC LUBICON
DÉCLARENT
L'INDÉPENDANCE

l'environnement en Hongrie, tout en se
procurant l'électricité recherchée!

Les écologistes hongrois décrivent
ainsi les conséquences de...

3) à participer à une journée mondiale
de protestation, le 30 octobre 1988.

A Montréal, le Centre de ressources